

Préfecture
Direction des sécurités

Arrêté préfectoral n° SIDPC-2020-04-15-02
portant fermeture temporaire des commerces d'alimentation, épicerie de nuit et autres
établissements ouverts relevant des régimes des débits de boissons

La Préfète de l'Aude,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-17 et L3116-1;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2212-1, L2212-2,
L2212-4, L2215-1 ;

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,
notamment son article 4 ;

VU le décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire
face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, et notamment son article 7 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à
l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 9 octobre 2019 portant nomination de Mme ELIZEON Sophie en qualité de préfète
de l'Aude ;

Vu le décret n°2020-293 du 14 avril 2020 complétant le décret n°2020-293 du 23 mars 2020
prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre
de l'état d'urgence sanitaire ;

VU l'arrêté préfectoral n° CAB-SSI-2018-072 du 7 juin 2018 portant réglementation de la police
générale des débits de boissons, des restaurants et autres établissements ouverts au public relevant
du régime des débits de boissons, à caractère permanent et temporaire ;

VU la déclaration de l'Organisation mondiale de la santé en date du 30 janvier 2020 relative à
l'émergence du COVID-19 ;

VU l'arrêté préfectoral n° SIDPC-2020-03-30-01 relatif au renforcement des mesures de prévention
sanitaire dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 du 30 mars 2020 ;

VU l'urgence ;

CONSIDÉRANT que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau virus (COVID-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

CONSIDÉRANT que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré, pour une durée de deux mois, sur l'ensemble du territoire national par l'article 4 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19 entrée en vigueur immédiatement ;

CONSIDÉRANT le caractère pathogène et contagieux du virus COVID-19 ;

CONSIDÉRANT l'importance de freiner la propagation du COVID-19, notamment en limitant fortement la circulation des personnes et en respectant strictement des mesures de distanciation sociale ;

CONSIDÉRANT les dangers encourus par la population en lien avec la propagation de l'épidémie de COVID-19 ;

CONSIDÉRANT que les forces de sécurité intérieure et les polices municipales ont constaté un usage abusif et détourné de ces dérogations aboutissant de fait à des regroupements de personnes devant les commerces d'alimentation et débits de boissons ouverts la nuit ; que ces regroupements ont pour effet de mettre en contact de nombreuses personnes et de favoriser la propagation du virus au sein de la population, alors que le nombre de personnes contaminées est en augmentation croissante ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de garantir, dans le département de l'Aude, que les activités recevant du public et offrant des produits alimentaires et des boissons à consommer sur place ou à emporter, à caractère permanent ou temporaire, ne portent pas atteinte à l'ordre, à la sécurité et à la santé publique, notamment en période nocturne ;

CONSIDÉRANT que, dans ces circonstances, il y a lieu d'interdire, durant la période d'état d'urgence sanitaire, sur le territoire du département de l'Aude, toute ouverture de commerce d'alimentation et débits de boissons entre 21h00 et 06h00, pour quelque motif que ce soit.

Sur proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet de la préfète de l'Aude ;

ARRETE :

ARTICLE 1 :

L'exploitation des commerces d'alimentation, épiceries de nuit et autres établissements relevant du régime des débits de boissons, n'est pas autorisée entre 21h00 et 06h00.

Il est interdit à tout exploitant de conserver des clients après l'heure de fermeture.

Aucune autorisation d'ouverture ne sera accordée tant que le fonctionnement des établissements est susceptible de générer un risque de santé publique.

ARTICLE 2 :

La violation de l'interdiction prévue par le présent arrêté est punie des sanctions prévues à l'article L3136-1 du code de la santé publique.

ARTICLE 3 :

Les dispositions du présent arrêté ne font pas obstacle à la possibilité pour les maires de prescrire par arrêté, en vertu de leur pouvoir de police municipale, des mesures plus restrictives compte tenu des circonstances locales.

Elles ne font également pas obstacle au pouvoir que détient la préfète, en application de l'article L2215-1 du code général des collectivités territoriales, de prendre, pour un territoire limité ou pour tout le département, des mesures plus restrictives lorsque les circonstances l'exigent ou, en application de l'article L2215-1 alinéa 1 du même code, de prendre par substitution une mesure plus restrictive ne dépassant pas le territoire d'une seule commune, après mise en demeure du maire restée infructueuse.

ARTICLE 4 :

L'arrêté prend effet à compter de sa publication, jusqu'au 11 mai 2020.

ARTICLE 5 :

Copie du présent arrêté est adressée aux Procureurs de la République territorialement compétentes.

ARTICLE 6 :

Arrêté préfectoral n° SIDPC-2020-03-30-01 relatif au renforcement des mesures de prévention sanitaire dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 du 30 mars 2020 est abrogé.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot – CS 99002 – 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) par voie électronique sur le site <https://www.telerecours.fr>, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 8 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, la directrice de cabinet, les sous-préfets des arrondissements de Narbonne et de Limoux, les maires des communes du département de l'Aude, le directeur départemental de la police nationale, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Aude, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Carcassonne, le 15 avril 2020

